

Gênés par un signe religieux ou par ceux qui le portent ? Quand la vraie laïcité se fait violer dans le seul but d'éviter de poser la question du nombre d'immigrés en France



Après les attentats au siège de Charlie Hebdo, plus que jamais la laïcité est présentée comme le principal rempart contre le radicalisme. Cependant la société française est aujourd'hui composée d'influences externes qui dépassent de loin la seule question de la laïcité.

Avec Guylain Chevrier

Avec Gérard-François Dumont

**Atlantico : La laïcité nous est présentée comme la principale réponse aux événements tragiques des 7 et 9 janvier. Mais permet-elle réellement de répondre à la question que ces événements ont posé à la société française ?**

**Guylain Chevrier** : L'immigration, particulièrement en provenance d'Afrique, vient de pays qui jouent un rôle important sur l'évolution des populations que nous accueillons. **Nous vivons donc dans une société composite sous influences externes. Cela dépasse la question de la laïcité.** L'immigration est un phénomène qui dépasse les capacités de la République dans son rôle d'intégration et d'assimilation. La laïcité n'est qu'un des aspects par lesquels on peut traiter la question de l'immigration.

**[Lire également : Pourquoi il n'y a pas d'autre choix que de s'adapter à l'islam à moins de vouloir demander aux musulmans de partir \(et jusqu'où le faire sans se renier\)](#)**

**La laïcité finit dans le débat public par se réduire bien souvent à refuser de voir tout signe religieux dans l'espace public. Mais en France est-ce réellement la religion que l'on refuse de voir ou certaines populations ?**

**Guylain Chevrier** : L'immigration, du fait de son importance en nombre, fait qu'il y a un phénomène d'une France qui a du mal à se reconnaître elle-même. Il y a aussi une crainte de la société française qu'on lui impose des règles qui ne sont pas les siennes. **On insiste sur la visibilité des minorités au nom de la démocratie par des politiques de quota et cela ne plaît pas aux Français.** Cela favorise une forme de rejet qui dépasse le religieux. C'est contraire à l'esprit d'une France qui voit des individus égaux.

**[Lire également : L'islam face à la modernité : les raisons théologiques et historiques pour comprendre pourquoi les musulmans ont tant de mal à faire évoluer leur religion](#)**

**~~Les Français sont-ils d'ailleurs si opposés à l'existence de signes religieux dans l'espace public ? Qu'en~~**

---

## est-il concrètement depuis 1905 ?

**Gérard-François Dumont** : Des signes religieux dans l'espace public, il y en a partout. Nous avons des dizaines de milliers d'églises, des dizaines de milliers de croix. **Mêmes les Français qui sont devenus athées considèrent que ces signes font partie de l'Histoire.** Ce que l'on ne veut pas, ce sont des signes ostentatoires qui peuvent avoir pour effet que des personnes ne se reconnaissent pas dans l'universel commun. **Par exemple, le ministère de l'Education Nationale a autorisé il y a quelques mois l'accompagnement scolaire par des mères portant le voile islamique. Cela revient à approuver cette pratique. Or, pour la majorité des Français, leur ressenti vis-à-vis du voile islamique est clair : il a un sens religieux, signifiant l'application littérale du Coran.** Il donne l'impression que les personnes concernées ou celles qui les obligent à le porter sont pour une application littérale de la totalité du Coran. La montée du voile dans les pays musulmans ces dernières décennies a été corrélée avec la montée de l'islamisme. Pourtant, dans beaucoup de pays à majorité musulmane, à de nombreuses périodes, le voile n'était nullement obligatoire. En décembre 2014, le principal journal des Émirats arabes unis écrivait que le niqab (le voile intégral) dans ce pays n'était pas de nature religieuse, mais seulement une tradition culturelle sans prescription obligatoire.

**Lire également : [Comment s'organisent les pays qui reçoivent une forte immigration \(et il n'y a pas qu'en Occident que se pose la question\)](#)**

Les immigrations que la France a connues à compter du milieu du XIXe siècle étaient issues de populations dont la culture respectait la laïcité, conformément au précepte de Jésus : "Rendez à César ce qui appartient à César ; et à Dieu ce qui est à Dieu". **Aujourd'hui, le problème est de savoir quelle interprétation l'islam choisit : celle, explicitée par exemple par Khomeiny, d'un islam qui ne peut être que politique, ou une interprétation qui permette la primauté des valeurs de la République ?** Les juifs, par exemple, ont accepté à la Révolution la citoyenneté française, reconnaissant en contrepartie la primauté des lois françaises, écartant les lois hébraïques du domaine public.

**Les études d'opinion le montrent : l'islamophobie des Français n'est pas avérée. En revanche, l'opinion française a tendance à se crispier sur la question de l'immigration et de l'intégration. La classe politique française a-t-elle du mal à entendre que la question que lui posent les Français est davantage celle de la capacité d'accueil de la société ?**

**Guylain Chevrier** : Si l'on regarde le classement des personnalités préférées des Français, dans les dix premières on retrouve Jamel Debbouze ou Gad Elmaleh. On a une large majorité de personnalités d'origine étrangère. **Le problème n'est donc pas l'islamophobie mais plutôt la capacité d'accueil de l'immigration. Ces dispositifs sont effectivement saturés.** En deux ans, les demandes d'asile ont doublé et 20% trouvent une réponse positive. Les autres restent comme irréguliers, ce qui représente une première inquiétude. Pour ceux qui sont régularisés, il y a la crainte de dépenses publiques importantes et aujourd'hui les déficits publics inquiètent fortement. En cette période de crise, **on sait aussi très bien que le manque d'emploi est la première cause d'inégalités. La question est celle de savoir si la France est capable de répondre aux besoins d'immigrés qui arrivent fragilisés.** Proportionnellement à ce qu'elle représente dans la population, l'immigration bénéficie beaucoup plus de l'aide sociale.

**Gérard-François Dumont** : **En France, le mot immigration est considéré comme tabou. Affirmer qu'il est tabou n'est pas un jugement de valeur, c'est une réalité objective.** Quelques exemples : la France a un système statistique, ignorant les registres de populations, qui ne permet pas d'y voir clair ; certaines années, l'Insee a indiqué un solde migratoire égal à zéro dans ses publications, ce qui était évidemment inexact ; sur la totalité des années 1990, l'Insee a officialisé un chiffre donnant un solde migratoire de 40 000 personnes, et même négatif de 1994 à 1998, ce qui était également inexact. Enfin, dernier exemple, dans les années 2000, l'Insee a dénommé "ajustements statistiques" ce qui résultait en réalité de l'immigration. **Ceci est dommageable car lorsque l'on se refuse d'établir un bon diagnostic, il est difficile de rédiger des ordonnances adaptées.**

Le refus d'analyser l'immigration et d'y répondre par des politiques adaptées tient à des raisons idéologiques et politiques. Les premières tiennent au discours dominant relevant d'une logique pénitentielle selon laquelle la culture française ne serait plus une référence d'autant qu'elle serait responsable de certaines pages sombres de notre histoire, comme ce qu'on appelle à tort le "colonialisme" alors que, à tout le moins, il faudrait parler des colonialismes, compte tenu de leurs différents modes, avec leurs aspects négatifs, mais aussi leurs aspects positifs comme la suppression de l'esclavage qui se pratiquait en Algérie avant 1830. La logique pénitentielle signifie le refus ou l'insuffisance de l'enseignement ou des références essentielles de cette culture, comme l'héritage judéo-chrétien, dont la France avait par exemple obtenu la suppression dans le projet de constitution européenne (1), ou celui de Voltaire. **Autre exemple, l'abaissement de l'œuvre de Jules Ferry ou de Frédéric Le Play sous prétexte que ces deux hommes exceptionnels, l'un politique et l'autre scientifique, ont aussi tenu des propos devenus aujourd'hui inacceptables, mais que l'on refuse de replacer dans le contexte de leur époque.**

Les raisons politiques tiennent à ce que, pour certains hommes politiques, les électeurs issus de l'immigration n'ont de l'importance que comme électeur, qu'il faut donc les flatter, tout accepter du moment que l'on obtient leur vote et qu'il est inutile d'examiner les spécificités de l'immigration. Or, les événements tragiques du 7 janvier 2015 montrent qu'il faut tout changer, et en particulier nos discours idéologiques. Par exemple, **il faut arrêter de penser que l'importance de l'immigration non européenne est la contrepartie de notre "colonialisme" et donc qu'il faut l'accepter comme une sorte de repentir sans la contrôler et sans demander que l'effort d'accueil de la France se double d'un effort à s'y intégrer.** D'ailleurs, la cause initiale de l'immigration non européenne est dans la mauvaise gouvernance des pays d'origine dont la France a souvent soutenu des pouvoirs autoritaires qui ont obéré leur développement, poussant la jeunesse à quitter ces pays pour des pays du Nord où ils pensent parvenir à des conditions de vie meilleures.

---

## **En quoi la laïcité ne permet-elle justement pas de répondre à cette question ? Pire, en quoi la complique-t-elle ?**

**Guylain Chevrier** : La laïcité est l'un des enjeux essentiels, mais c'est loin d'être le principal. Les enjeux d'intégration passent aussi et surtout par des enjeux d'acculturation et de prise en mains de repères communs en dehors desquels il y a un risque de repli communautaire. Si on réduit la question à la laïcité on se rend aveugle des enjeux de l'immigration dans ce qu'elle représente comme phénomène relatif à la mondialisation.

**Gérard-François Dumont** : La laïcité n'est qu'un élément de réponse dans la mesure où nous avons pris ces dernières années un certain nombre de mesures communautaristes. On se rend compte que l'on doit revenir sur ces décisions mais ce n'est pas la réponse complète, totale et suffisante à la situation de guerre dans laquelle nous sommes. Cela suppose aussi de revoir notre politique étrangère.

## **Quels risques prend-on à cette stratégie de l'évitement a fortiori dans une démocratie, dont la particularité est de pouvoir poser toutes les questions ?**

**Guylain Chevrier** : Ne pas se préoccuper des flux migratoires c'est prendre le risque de ne pas pouvoir faire face à l'intégration des migrants, ce qui pourrait favoriser leur mise à part et leur regroupement communautaire contre la société et la démocratie elle-même. **On assiste déjà au début de ce phénomène avec l'islam qui pose des questions à la société qui dépassent la question de la laïcité mais qui ont à voir directement avec les conditions économiques et sociales d'intégration.**

Il y a aussi un risque d'affaiblissement de la démocratie dans le sens où le phénomène de l'immigration peut être pris comme un argument dans l'espace public qui va diviser les Français. Certains ont réalisé un véritable hold-up sur la question, comme le FN, car on ne l'a pas prise au sérieux, surtout en période de crise où cela va faire de l'immigration un bouc-émissaire. L'Etat a créé une bombe à retardement en oubliant la question.

**Il faudrait prendre le débat à bras-le-corps et engager une démarche de co-développement avec les pays d'origine.** Les peuples, là où ils vivent, devraient pouvoir s'y développer. Cette politique est aujourd'hui au point mort.

**Gérard-François Dumont** : Une démocratie, pour bien gérer ses territoires, doit disposer de données précises et fraîches notamment concernant la géographie de la migration. Beaucoup déplorent les difficultés scolaires en Seine-Saint-Denis. Mais c'est un département où l'éducation nationale, et parfois les collectivités territoriales, n'ont pas assez assuré leur mission, par exemple dans le nombre de collèges. Dans un collège de 500 ou 600 élèves, l'équipe éducative peut assurer sa mission. Mais, dans un collège à effectifs trop élevés, ce qui est souvent le cas dans les communes ayant accueilli beaucoup d'immigration, cela devient beaucoup plus difficile. De même, en dépit de rares expériences non conduites en Île-de-France, on n'a guère pensé à trouver des réponses utiles en organisant du ramassage scolaire urbain ou davantage d'internats, pour dépayser des jeunes étant ou risquant d'être en difficulté.

*(1) Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre, Géopolitique de l'Europe, Paris, Armand Colin - Sedes, 2014.*